

EUROPE EN CRISE : OÙ EST PASSÉ L'ÉTHIQUE ?

La crise financière, économique et sociale n'est-elle pas aussi une crise des valeurs où l'éthique a été oubliée malgré les discours ?

« La crise » va devenir sociétale et entraîner une profonde remise en cause non seulement des organisations mais aussi des modes de management, de reconnaissance des compétences et du travail. Mais cela sera-t-il possible sans une restauration de valeurs ?

DES VALEURS ÉTHIQUES NÉCESSAIRES POUR RÉUSSIR LE CHANGEMENT

Dans un colloque sur les processus organisationnels de l'Université Libre de Bruxelles, le rôle du CEO (Directeur Général) a été présenté comme ayant « une dimension essentielle pour engager le processus de changement et ainsi contrer l'inertie qui semble caractériser l'organisation ». Ces CEO, «transformational leaders» selon certains auteurs, sont des « agents de changement, courageux, à la fois intellectuellement et affectivement, qui croient en la capacité des hommes d'assumer des responsabilités et savent animer une organisation. Ils réfléchissent en termes de valeurs et sont capables d'articuler celles-ci et de les faire partager par leurs collaborateurs. Ce sont des visionnaires, capables de parler du futur et de le rendre imagé ».

Ces qualités pour rénover avec succès notre société et nos entreprises semblent être admises par chacun, mais il faut pourtant souligner que la réalité est souvent différente. Seraient-elles exorbitantes ?

Si nous nous en référons à la politique de rémunération du haut encadrement dans les milieux bancaires puis industriels, via les bonus, il est clair que certains dirigeants ont oublié que le lien travail – rémunération ne pouvait se concevoir que dans un cadre éthique. Le discours d'une récompense associée à des résultats doit s'appliquer à tous. Des bonus attribués sans résultat remettent en cause la valorisation du travail.

De plus, les suppressions d'emploi annoncées par ces mêmes managers sont aussi destructrices d'une autre valeur essentielle : la reconnaissance sociale de notre société par le travail.

Les valeurs « valorisation du travail » et « reconnaissance par le travail » volent donc en éclats. L'absence de complexe ou de conscience de ces mêmes dirigeants qui ont perdu tout repère sociétal, en accentue la gravité.

La valeur « justice » est aussi concernée, voire toutes les valeurs qui nous font vivre.

Bien sûr, il y a des CEO de banque qui ont annoncé qu'ils renonceraient à leur bonus 2008 (cela reste limité ...), parfois après quelques pressions politiques ou de l'opinion publique mais la réticence d'autres a amené la France, le Royaume-Uni, l'Italie, la Grèce, le Danemark, la Lettonie, la Suède, la Slovénie, les Pays Bas et l'Allemagne à étudier des garde-fous pour limiter la rémunération des gestionnaires dans les banques dans le cadre de leurs plans nationaux d'aide au secteur bancaire.

Une limitation de l'échelle des salaires dans l'entreprise pourrait être un critère compris par tous mais bien sûr, il n'est pas choisi même s'il faut reconnaître que l'amplitude des salaires est plus faible dans les pays nordiques qu'anglo-saxons, méditerranéens ou continentaux.

L'Allemagne et les Pays-Bas ont déjà utilisé un outil législatif pour contrôler les salaires des hauts dirigeants en cas d'aide public mais la France s'en rapporte à un « code éthique » établi par le secteur bancaire lui-même.

On pourra rester dubitatif sur les effets de ce code à moyen terme puisqu'il est basé sur un volontariat des acteurs lucides ou inconscients du marasme financier.

Et en Espagne, les dirigeants de Caja Madrid ont décidé d'augmenter leur rémunération de 40 % malgré la chute de 70 % des bénéfices de la 2^{ème} caisse d'épargne espagnole !

Il apparaît donc que la sortie de crise ne pourra pas s'envisager sans un changement des managers fautifs (car il y a eu faute professionnelle en prenant des risques inconsidérés !), des comportements et la restauration de valeurs dans la gestion des entreprises.

Les bonus ne sont que la partie émergée de l'iceberg dans cette dérive et la partie immergée reste encore à découvrir : quels sont les risques de chacun des actifs bancaires et comment limiter les conséquences sur le crédit aux particuliers, aux PME, aux entreprises et maintenant sur les emplois ?

QUELLES SONT LES VALEURS DES CITOYENS EUROPÉENS ?

C'est dans la tempête que les valeurs permettent de résister. Mais quelles sont ces valeurs pour les européens ? (Eurobaromètre n69 - nov 2008)

Cette grande enquête permet d'établir des pistes de réflexion :

- 1) Quelles sont mes valeurs du bonheur ?
- 2) Quelles sont les valeurs que je souhaiterais pour l'Europe ?
- 3) Quelles sont les valeurs que je vois en l'Europe d'aujourd'hui ?

Les réponses à la question d'Eurobaromètre : « Parmi les valeurs suivantes, quelle est la valeur la plus importante par rapport à l'idée que vous faites du bonheur ? » sont les suivantes :

La santé (UE: 73%). Le Danemark est le seul et unique pays dans lequel la santé n'est pas en tête. France : 66%.

L'amour (UE: 44%) mais 66% pour les Danois et 61% pour la Suède. France : 50%.

Le travail (UE: 37%). Bulgarie (52%) est en tête. France : 37% (la moyenne européenne !), Pays Bas :21%. Italie : 49%

La paix (UE: 35%). Allemagne en tête avec 53%. France : 33%.

L'argent (UE: 32%). France : 32%. Roumanie en tête : 52%

L'amitié (UE: 27%; France : 24%), la liberté (UE: 24%; France : 37%. Italie: 19%), la justice (UE: 22%; France : 13%), l'éducation (UE: 11%; France : 15%), le plaisir (UE: 10%; France : 17%, Pays Bas : 34%), la croyance (UE: 9%; France : 3%. Italie : 5%), la tradition (UE: 7%; France : 5%. Italie : 12%), l'ordre (UE: 7%; France : 3%), la solidarité (UE: 6%; France : 15%) et la nation (UE: 1%; France : 1%).

Invités à définir les trois valeurs les plus importantes à *leurs yeux* pour l'Europe, les Européens citent tout d'abord **la paix** (45%), puis **les Droits de l'Homme** (42%) et en troisième position **le respect de la vie humaine** (41%). Ces trois items arrivent loin devant **la démocratie** (27%), **l'Etat de droit** et **les libertés individuelles** (21% dans les deux cas), **l'égalité** (19%), **la tolérance** (16%) et **la solidarité** (13%).

Par contre, les valeurs qui sont **perçues** par eux comme représentant le mieux l'Union européenne (donc une certaine réalité) sont **les Droits de l'Homme** (37%), **la paix** (35%), **la démocratie** (34%), **l'état de droit** (22%), **le respect de la vie humaine** (14%), **la solidarité** (15%), l'égalité (13%), les libertés individuelles (11%), **la tolérance** (10%).

On notera que la solidarité n'est pas perçue comme une valeur essentielle mais les Droits de l'Homme et le respect de la vie humaine devraient compenser.

La génération Y (jeunes nés après 1980 et qu'on appelle également les « Millennials » par référence au moment où ils sont entrés dans le circuit du travail) n'a pas connu la dictature quelle qu'en soit l'idéologie. Il est clair que cette génération va faire évoluer ces critères de valeur du bonheur. En tout cas, il faut espérer que la paix restera la raison principale de l'existence de l'Europe !

Si on met de « côté » les valeurs « amour », « amitié » qui relèvent de l'intimité bien que le cadre de l'entreprise puisse ne pas y être étranger, « paix » et « liberté » qui sont plus universelles, les cinq premières valeurs citées pour le

bonheur ont aussi leur entrée dans l'entreprise : **la santé, le travail, l'argent, la justice et l'éducation.**

Pour l'Europe, les Droits de l'Homme sont en tête. Les déclinaisons dans l'entreprise sont multiples: refus des discriminations, égalité hommes - femmes, libertés d'expression collective, etc.

Les valeurs citées par les européens impliquent une éthique qui englobe donc la santé au travail, la valorisation du travail, l'existence même du travail, la justice et l'éducation au travail.

Sans un respect de ces valeurs, les restructurations ne seront pas comprises encore moins admises. La « révolte » pourrait alors y trouver ses justificatifs.

L'EUROPE ABSENTE DU DÉBAT

L'Europe qui est pourtant prolixe en matière de rapports sur les Droits de l'Homme et tout autre domaine qui ne l'engage pas trop financièrement, a été quasiment absente du débat sur les valeurs.

Certes, Mme Neelie Kroes, Commissaire à la Concurrence, qui a contrôlé les mesures nationales de sauvetage des banques, a fait savoir que la Commission européenne "accueille très favorablement ce genre de limitation sur les salaires et bonus des gestionnaires, parce que c'est une incitation supplémentaire pour le remboursement le plus vite possible de l'argent de l'Etat" mais laisse aux gouvernements le soin d'agir dans ce domaine. Et où est la référence à des valeurs autres que l'argent ?

La Commission européenne avait bien tenté de réactualiser une recommandation de 2004 envisageant de renforcer le contrôle des actionnaires sur la rémunération des « patrons » quels qu'en soient les secteurs, en la liant à la productivité de l'entreprise, mais elle a dû battre en retraite et seuls les Pays Bas avaient légiféré.

Il faut reconnaître qu'après l'absence tonitruante des Institutions européennes pour coordonner la réponse des États membres à la crise, à la fois en termes de mesures financières mais aussi d'aides à l'emploi, qu'après l'absence de rappel de valeurs et d'éthique dans la relation de travail, la confiance des citoyens en l'Europe est encore plus ébranlée.

Comment alors condamner un penchant naturel pour le protectionnisme lorsque l'Europe se refuse à coordonner et perpétue ainsi un système totalement non régulé qui a failli ?

Pour l'emploi, à part des déclarations incantatoires, les mesures européennes sont inexistantes : n'oublions pas que seuls 67,65 M euros du Fonds

d'Ajustement à la Mondialisation sur 1 milliard prévu ont été versés aux entreprises en deux ans !

D'après l'Eurobaromètre, les Européens font plus confiance aux institutions européennes qu'à celles nationales: UE : 50% des citoyens confiants ; parlement national : 34% ; gouvernement : 32 %. Mais jusqu'à quand ?

Il est donc temps que les avertissements répétés des citoyens pour une Europe de la vraie vie, soient enfin pris en considération.